



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU BRÉSIL

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BRASILIA

Semaine du 7 au 13 octobre 2022

Résumé :

- Situation sanitaire : évolution des cas et des décès.
- L'inflation se réduit à nouveau en septembre (+7,17% sur 12 mois).
- Processus d'adhésion du Brésil à l'OCDE : le pays a transmis une évaluation de son degré de convergence avec les normes de l'organisation.
- Evolution des marchés du 7 au 13 octobre 2022.
- Graphique de la semaine : les taux d'intérêt réels brésiliens sont parmi les plus élevés au monde.

LE CHIFFRE À RETENIR

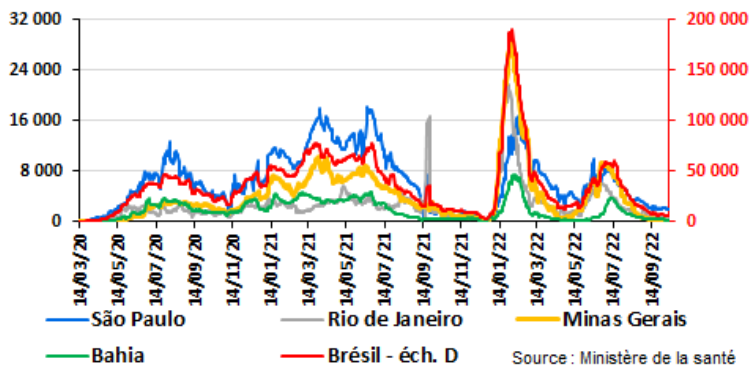
+15,3%

Ce serait la progression de la récolte de céréales 2022/2023, c'est-à-dire 41,5 M tonnes supplémentaires par rapport à 2021/2022.

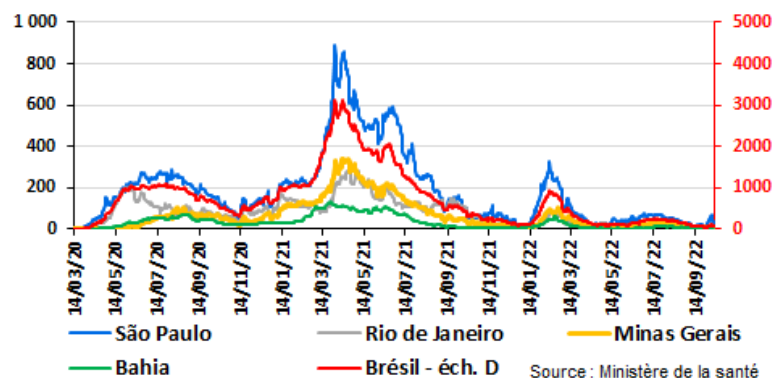
(estimations gouvernementales du CONAB)

Situation sanitaire : évolution des cas et des décès.

Nouveaux cas par jour
(moyenne hebdomadaire)



Nouveaux décès par jour
(moyenne hebdomadaire)



Selon le ministère de la Santé, en moyenne sur la dernière semaine ont été enregistrés 5 711 nouveaux cas de Covid-19 et 76 décès par jour (contre 6 759 et 74 la semaine précédente). Au 11 octobre, le Brésil compte au total 34,7 M contaminations détectés et 687 000 décès depuis le début de la pandémie.

L'inflation se réduit à nouveau en septembre (+7,17% sur 12 mois).

L'indice des prix à la consommation au sens large (IPCA, principal indice de référence au Brésil), a **baissé de -0,29% (m.m.) en septembre par rapport à août 2022**, d'après les statistiques de l'IBGE en évolution mensuelle et non corrigée des variations saisonnières (ncvs). Ce chiffre est proche mais inférieur aux attentes du marché (-0,33%). Sur les 9 premiers mois de l'année, la hausse cumulée de l'IPCA est de +4,09%.

Il s'agit du 3^{ème} mois consécutif de baisse de l'indice. A la fin du T3, les prix ont baissé de 1,3% par rapport à la fin du T2. **Cette tendance doit toutefois être relativisée car elle est due à des facteurs exogènes**, tels que des baisses d'impôts (plafonnement de l'impôt indirect ICMS¹ sur l'énergie et les télécommunications) et des révisions de tarifs administrés. Ainsi, loin d'être généralisée, la baisse des prix se concentre sur deux groupes de produits : transports (-9,5% sur le T3, contribuant pour -2,1 p.p. à la baisse de l'IPCA sur 12 mois) et communication (-3,1%, avec une contribution de -0,2 p.p.). L'alimentation, poste très important pour les ménages les moins aisés, continue quant à elle de progresser (+1,9% sur le T3, responsable de +0,4 p.p.).

La concentration de la baisse des prix sur certains produits est encore vérifiée sur l'évolution mensuelle entre août et septembre. Les prix des produits de communication continuent de baisser sur le mois (-2,08% m.m.), tout comme ceux du transport (-1,98% m.m. après -3,37% m.m. en août). Cette tendance est imputable à la **forte baisse du prix des carburants** (-8,5% m.m.), déterminé par la compagnie pétrolière publique Petrobras, et qui **explique en grande partie la baisse globale de l'IPCA.**

Les prix dans d'autres segments suivis par l'IBGE décélèrent également. C'est le cas des produits alimentaires, dont les prix sont en recul (-0,51%, contre +0,24% en août) pour la 1^{ère} fois depuis novembre 2021. Ce groupe reste en forte hausse (+11,7%) sur 12 mois. Cette inversion de tendance est à mettre en lien avec la baisse du prix des transports et de l'énergie, ainsi qu'avec la saisonnalité des produits. Le prix de l'alimentation à domicile, qui représente 15,7% du panier des ménages, a baissé (-

0,86% m.m) tandis que le prix de l'alimentation hors domicile (+0,47% m.m) a continué d'augmenter, mais de manière moins forte.

Les autres groupes de produits sont globalement en légère hausse. L'habillement est le secteur qui subit la plus forte progression, que ce soit en variation mensuelle (+1,77%) ou annuelle (+19,1%).

En glissement annuel, l'IPCA continue de ralentir, passant de +8,73% en août à 7,17% en septembre. Il s'agit d'une baisse notable par rapport au pic de +12,73% atteint en avril, niveau de plus élevé depuis octobre 2003. A noter que **le niveau de l'IPCA reste toujours au-dessus de la cible de la Banque centrale du Brésil** (3,5%, avec une tolérance de +/- 1,5 p.p.).

La baisse de l'inflation, renforcée par la politique fiscale du gouvernement fédéral (baisse d'impôts indirects sur les produits de consommation, notamment l'énergie), **devrait se poursuivre sous l'effet de la politique de resserrement monétaire** ferme menée par la Banque Centrale du Brésil (BCB). En effet, **afin de modérer la hausse des prix, l'autorité monétaire a maintenu le taux directeur à 13,75%** lors de sa réunion de septembre dernier, **soit le niveau le plus élevé depuis la crise de 2015/16.** Selon la BCB, le taux directeur (Selic) devrait rester stable jusqu'en juin 2023. Les taux d'intérêts réels brésiliens devraient donc rester dans les moins à venir parmi les plus élevés au monde (cf. graphique de la semaine).

Processus d'adhésion du Brésil à l'OCDE : le pays a transmis une évaluation de son degré de convergence avec les normes de l'organisation.

Le gouvernement brésilien a informé le 6 octobre avoir transmis son mémorandum initial à l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE)², dans le cadre de sa candidature pour intégrer l'organisation qui rassemble la plupart des économies les plus industrialisées. Dans ce document de 1 170 pages non rendu public, le gouvernement évalue le degré de convergence de ses politiques avec les normes de

¹ Cf. [Brèves du 1^{er} au 7 juillet 2022](#).

² Ce mémorandum aurait été transmis dans les faits le 30 septembre.

l'OCDE dans les différents domaines (commerce, libéralisation des flux de capitaux, santé, éducation, environnement, concurrence, tourisme, énergie nucléaire, etc.). Pour chacun des 230 instruments normatifs définis par l'OCDE, le pays a été invité à expliquer comment il s'est déjà conformé aux pratiques ou recommandations de l'OCDE, ou comment il entend s'aligner sur ces normes.

Le document devait être envoyé dans le cadre du processus de candidature du Brésil à l'organisation. Après avoir officiellement invité le Brésil à lancer le processus d'adhésion en janvier 2022 -cinq ans après que le pays ait exprimé son intérêt à rejoindre l'organisation- l'OCDE a adopté en juin la feuille de route du Brésil, qui décrit le parcours que le pays doit suivre pour adhérer à terme à l'organisation. Les discussions techniques devraient désormais commencer au sein des 26 groupes de travail désignés par l'OCDE pour examiner les informations soumises par le Brésil dans son mémorandum initial.

Le Ministre de l'Économie, Paulo Guedes, s'est montré confiant quant à l'adhésion du Brésil à l'OCDE, qui devrait être facilitée par le bon degré de préparation du pays, selon lui supérieur aux autres pays candidats. Il a estimé à entre 2 et 5 ans le temps nécessaire à l'adhésion. Paulo Guedes a également souligné qu'en cas de dénouement favorable, le Brésil renforcerait encore son insertion internationale, et serait la seule économie du monde à faire partie du G-20, des Brics et de l'OCDE.

En réaction à l'envoi du mémorandum initial par le gouvernement, une lettre signée par 43 organisations de la société civile, brésiliennes et étrangères, a été envoyée aux pays-membres de l'OCDE. Ce collectif d'ONG demande à l'organisation « d'exiger au Brésil des réformes significatives dans les politiques environnementales et climatiques ».

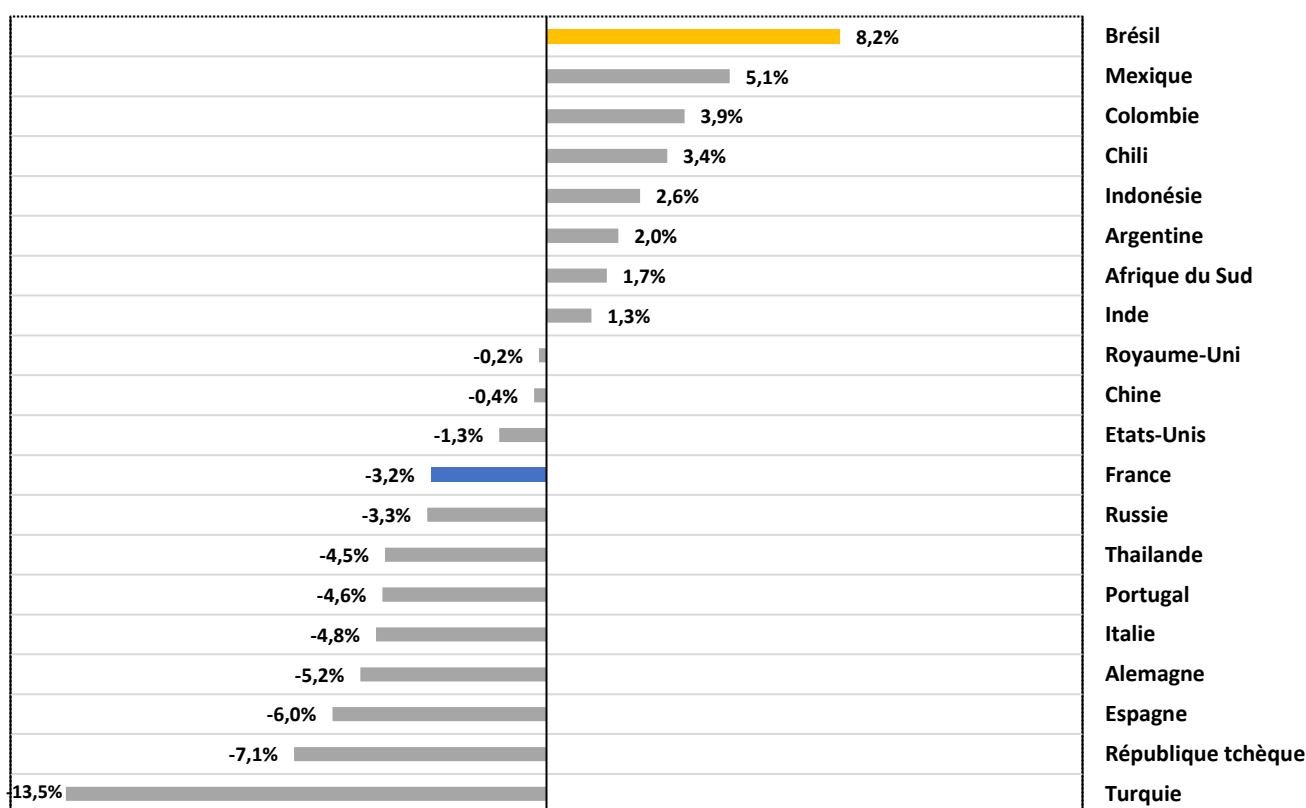
Evolution des marchés du 7 au 13 octobre 2022.

Indicateurs*	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	-3,7%	+8,1%	113 456
Risque-pays (EMBI+ Br)	+5pt	-50pt	276
Taux de change R\$/USD	+1,4%	-7,2%	5,27
Taux de change R\$/€	+0,5%	-19,9%	5,14

* Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

Graphique de la semaine : les taux d'intérêt réels brésiliens sont parmi les plus élevés au monde.

Taux d'intérêt réels (taux d'intérêt une fois décomptée l'inflation anticipée sur les 12 prochains mois)



Source : Money You/Infinity Asset, SER Brasilia.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international